

Débat sur la place de l'Asie dans la Stratégie de développement de la Tunisie

L'Asie est en plein essor sur les plans économique et technologique grâce à la consolidation du rayonnement du Japon, de la Corée du Sud et de Singapour en tant que pôles d'innovation et d'excellence, grâce aussi et surtout à l'émergence de la Chine comme superpuissance potentielle, accédant d'ores et déjà au deuxième rang mondial au niveau du PIB nominal ainsi qu'à la montée en puissance de l'Inde, de l'Indonésie, de la Thaïlande, de la Malaisie, des Philippines et du Vietnam.

Perçue, désormais, comme la principale locomotive de l'économie du monde, contribuant à près des deux-tiers de l'augmentation du PIB de la planète en 2018, l'Asie est aujourd'hui fortement courtisée en tant que marché disposant d'une capacité d'importation en forte progression, offrant d'importantes opportunités d'investissement avec de bonnes perspectives de rentabilité et ayant de grandes entreprises très actives sur le plan international. Il en résulte d'importants bouleversements du paysage économique et technologique mondial que la Tunisie doit absolument prendre en considération dans sa stratégie de coopération et de partenariat de manière à pouvoir en tirer profit sur les plans de la création de la richesse et du développement technologique.

C'est précisément l'objet du débat organisé par le Forum Ibn Khaldoun dans sa réunion mensuelle, introduit et animé par Salah Hannachi ancien Secrétaire d'Etat de la coopération internationale et ancien ambassadeur de Tunisie au Japon.

Les développements qui suivent explicitent, sur la base du riche débat qui a eu lieu à l'issue de l'exposé introductif et d'études complémentaires, les étapes du miracle asiatique, le modèle de développement suivi par les économies asiatiques, la radioscopie des relations entre la Tunisie et l'Asie ainsi que la nouvelle approche qui devrait être envisagée pour donner une forte impulsion aux relations entre les deux parties sur des bases viables et durables.

I. Les différentes étapes du miracle asiatique

Le miracle asiatique a commencé aux dix neuvièmes siècles au Japon sous la bannière du leadership spirituel et politique de l'empereur Meiji. Celui-ci a aboli le régime des shoguns et a fait passer le Japon, en moins d'un demi-siècle, d'un pays féodal à une puissance économique, industrielle et militaire internationale.

Ce miracle, couronné en 1905 par la victoire militaire spectaculaire sur la Russie qui faisait partie des puissances qui dominaient l'Europe industrialisée du dix neuvièmes siècles, a conduit le Japon à un conflit frontal dans le Pacifique avec les puissances occidentales durant la deuxième guerre mondiale auquel les USA n'ont pu mettre fin qu'en bombardant Hiroshima au Japon avec la première bombe atomique.

Le Japon a réalisé un deuxième miracle par la rapidité avec laquelle il s'est remis de cette défaite catastrophique dans les années soixante pour devenir la deuxième puissance économique mondiale.

Le miracle asiatique s'est reproduit avec la Corée du Sud, qui suivant l'exemple du Japon, a adopté un modèle d'export-développement et d'excellence technologique, contrairement aux pays nouvellement indépendants en Afrique et ailleurs qui avaient adopté un modèle d'import-substitution dans leurs stratégies de développement.

Les guerres de Corée dans les années 1950, la guerre du Vietnam, la guerre froide, la crise du pétrole de 1972 qui a multiplié le prix du baril de pétrole par dix ainsi que la guerre commerciale et de change entre le Japon et les Etats Unis de 1986 qui a conduit au doublement du prix du yen en dollars dans le cadre de l'Accord de Plaza, ont aidé à étendre le modèle et le miracle successivement à la Corée du Sud, puis à un nombre croissant des pays du Sud Asiatique. On a commencé alors à parler, de pays et d'économies nouvellement industrialisés, de tigres et de dragons.

La Chine immense et millénaire avait d'abord opposé un nient sans appel aux avances commerciales de l'émissaire britannique Lord McCartney en 1793 lui déclarant qu'« Il n'y avait rien de ce qu'offrait l'émissaire qui n'était pas produit et mieux produit en Chine !¹ »

Quand enfin la Chine a compris l'ampleur et la gravité du défi occidental, elle a choisi de le relever en embrassant le communisme.

Ce choix a prévalu jusqu'à l'avènement de Deng Xiaoping. La Chine a alors rejoint le peloton des pays de l'Est de l'Asie qui ont opté pour des stratégies d'export développement. Ces stratégies sont coordonnées, comme dans les autres pays en Asie, avec le gouvernement central.

Elles représentent « un amalgame déroutant de libéralisme économique et de capitalisme d'Etat qui a montré une capacité surprenante de croissance économique et de développement technologique². »

¹ Henry Kissinger : « De la Chine »

² Strategic Vision, Zbigniew Brezinski, 2013

II. Le modèle de développement asiatique offre de nombreuses pistes d'inspiration

L'Asie est perçue, de plus en plus, comme le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale. Avec une population représentant plus de la moitié de la population mondiale, le continent asiatique est sur une courbe ascendante dans tous les domaines, qu'il s'agisse de la production, de l'exportation ou de l'accumulation du capital et de la recherche scientifique et technologique.

Le modèle de développement mis en place par le Japon au lendemain de la seconde guerre mondiale, basé sur l'exportation, la forte accumulation du capital et de l'épargne ainsi que sur la présence de grands groupes et entreprises, a été la principale source d'inspiration de la plupart des pays asiatiques. C'est le cas, en particulier, de la Corée du Sud, de Hong Kong et de Singapour, considérés aujourd'hui comme des économies développées avec un revenu nominal par tête entre 30 000 et 60 000 dollars us. C'est le cas aussi de la Chine, de l'Indonésie, de Thaïlande, des Philippines et du Vietnam qui se sont engagés ultérieurement dans le processus de développement.

1. L'Asie désormais principale locomotive de croissance dans le monde

La croissance du PIB de l'Asie³ a été de l'ordre de 4 pourcents⁴ en moyenne par an durant la décennie 2008-2018 contre un rythme annuel de près de 3 pourcents par an pour l'économie mondiale ; cela a permis de porter sa part dans le PIB mondial de 24.7 pourcents à 35.6 pourcents ce qui correspond à un gain de près de 11 places en dix ans seulement.

Deux pays émergent du lot du fait de leur poids démographique et de la vitesse de croissance de leur PIB.

Il s'agit, tout d'abord, de la Chine qui réussit la gageure d'une croissance aux prix constants de 9.5 pourcents par an tout au long de la période 1978-2018, dépassant de très loin la croissance mondiale qui a été de l'ordre de 2.9 pourcents durant cette même période ; ce qui lui permet d'accéder à la deuxième place mondiale sur le plan du niveau du PIB nominal à partir de 2010 et de devenir le premier contributeur à la croissance mondiale, de l'ordre de 30 pourcents depuis l'an 2000.

Il concerne, également, le second géant de l'Asie sur le plan démographique en l'occurrence l'Inde, longtemps en marge du processus de développement en Asie, qui passe à une

³ Selon la composition de l'OMC (se référer à la page 81 du rapport de l'OMC de 2019)

⁴ Source : Data Banque Mondiale

nouvelle vitesse grâce aux importantes réformes engagées depuis le début des années 1990, avec une croissance moyenne de 6.8 pourcents en moyenne par an entre 2000-2018, lui permettant de porter sa part dans le PIB mondial de 1.4 pourcent en l'an 2000 à 3.2 pourcents en 2018.

De proche en proche, la dynamique de croissance a touché durant les deux dernières décennies la plupart des pays asiatiques avec une mention spéciale en faveur de la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines et le Vietnam désignés par Goldman Sachs sous le terme de « Tiger Club économies ». La croissance de ces cinq pays durant la période 2000-2018, de 5 pourcents en moyenne par an aux prix constants contre un rythme annuel de 2.8 pourcents en moyenne au niveau de l'économie mondiale, leur a permis de doubler pratiquement leur part dans le PIB mondial ; celle-ci passe de 1.47 pourcent en 2000 à 2.9 pourcents en 2018.

Le classement des pays asiatiques de Dominique Barjot dans l'article publié en 2018 dans la revue « Entreprise et Histoire » donne des indications très significatives sur les caractéristiques de la montée en puissance de l'Asie. Celle-ci repose, selon la professeure émérite de l'Université Paris-Sorbonne spécialiste de l'histoire économique, sur trois groupes principaux de pays :

- ▮ Un premier groupe constitué par 3 puissances économiques dominantes, en l'occurrence le Japon, considéré comme un modèle par sa précocité et le caractère exemplaire de sa croissance, la Chine et l'Inde dont le poids économique s'affirme d'année en année.
- ▮ Un deuxième groupe constitué par les pays ayant une forte croissance industrielle à partir des années 1960, à savoir la Corée du Sud, Singapour, Hong Kong et Taiwan qui ont des niveaux de vie équivalents à ceux des pays développés et des activités industrielles parmi les plus avancées dans le monde
- ▮ Un troisième groupe formé par les cinq nouveaux pays émergents de l'Asie en l'occurrence l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines et le Vietnam dont le poids économique s'affirme d'année en année.

2. L'exportation constitue un important moteur de croissance pour l'Asie

Le volume des exportations de biens et services de l'Asie progresse à un rythme moyen tout au long de la période 2000-2018 de 5.6 pourcents contre une moyenne de 4.1 pourcents au niveau de l'économie mondiale ; ce qui permet un renforcement de la part de l'Asie dans les exportations totales de biens et services de 7 points de pourcentage en 18 ans pour atteindre plus du tiers des exportations en 2018.

Il est significatif de relever que, sur les quinze premiers exportateurs dans le monde en 2018, six pays sont de l'Asie⁵ à savoir la Chine, le Japon, la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et l'Inde.

Ainsi, la Chine accède en 2018 au premier rang mondial avec une part du marché mondial passant de 1.6 pourcent en 2000, une année avant son adhésion à l'OMC à 10.3 pourcents en 2018.

Le Japon, de son côté, s'il enregistre un recul au niveau de sa part du marché mondial (de 4.1 % en 2000 à 3.6% en 2018) continue à être un important acteur en occupant le 4e rang sur le plan de l'exportation mondiale de biens et services.

La Corée du Sud, dont la part du marché mondial se consolide à 2.9 pourcents, occupe désormais la 8^e place dans le palmarès des exportateurs de biens et services.

Enfin, l'Inde revient de loin en améliorant sensiblement sa part dans les exportations de biens et services (de 0.5% en 2000 à 2.1% en 2018) et en accédant à la 13^e place dans le classement mondial des exportateurs en 2018.

Une caractéristique commune à ces pays mérite d'être relevée, en tant qu'enseignement majeur du modèle de développement suivi par les pays asiatique, concerne l'importance du rôle assumé par les grands groupes pour faire de l'exportation un important fer de lance de ces pays durant les dernières années. Ainsi sur les 2000 sociétés anonymes les plus importantes dans le monde 723 entreprises sont asiatiques.

3. Des résultats impressionnants sur le plan de l'accumulation du capital

L'effort d'investissement global déployé par l'Asie est réellement impressionnant. Entre 2000 et 2018 La part de la formation brute de capital fixe de l'Asie par rapport à celle du monde s'est accrue de 14 points de pourcentage passant de 31 pourcents à 45 pourcents. Sur les cinq premiers pays investisseurs dans le monde, trois sont, désormais, des pays asiatiques à savoir :

- ▮ La Chine, qui consacre depuis 2008 plus de 40 pourcents de son PIB à l'investissement, soit plus que le double de celui des Etats Unis ; ce qui lui permet d'accéder au rang de premier investisseur dans le monde à partir de 2010 tout en creusant l'écart avec ce dernier.

⁵ Source Banque Mondiale : Data des exportations des biens et services dans le monde

- ▮ Le Japon, qui malgré le recul de son effort d'investissement par rapport au PIB de 10 points de pourcentage entre 1990 et 2018, demeure le troisième investisseur mondial avec un taux d'investissement de 24 pourcents dépassant de 3 points de pourcentage celui des Etats Unis.
- ▮ L'Inde dont le taux d'investissement par rapport au PIB passe de 26 pourcents en 2000 à 29.3 pourcents lui permettant d'être classée au cinquième rang dans le palmarès mondial de l'investissement dans le monde.

Ces efforts ont été particulièrement favorisés par :

- ▮ La forte expansion de l'épargne brute ; celle-ci a atteint en 2018 près de 35 pourcents du PIB pour l'Asie, ce qui lui permet de porter sa part dans l'épargne mondiale de 33.5 pourcents en l'an 2000 à 47 pourcents en 2018 (dont 29 pourcents⁶ pour la seule Chine).
- ▮ La formidable progression de l'investissement direct étranger ; la part des flux vers les pays de l'Asie par rapport à l'ensemble des IDE dans le monde passe de 12 pourcents en l'an 2000 à près de 50 pourcents en 2018 ; étant signalé que la Chine a réussi à attirer en 2018 près de 17 pourcents du total des flux des IDE dans le monde et à se positionner en tant que deuxième pays récepteur des investissements étrangers après les Etats Unis.
- ▮ L'importance de la recherche scientifique dans les stratégies de développement dans le cadre de la dure compétition que se livrent les puissances asiatiques en matière d'innovation et de montée de gamme de leurs produits. Ainsi la part du PIB réservée à la recherche par l'Asie de l'Est a été de 2.42 pourcents en 2018 (contre 2.16% pour la zone euro) sous-tendant notamment un taux de 4.55 pourcents pour la Corée du Sud, un taux de 3.20 pourcents pour le Japon et de 2.13 pourcents pour la Chine.

III. Radioscopie des relations entre la Tunisie et l'Asie

Les initiatives n'ont cessé de se développer depuis l'indépendance pour renforcer les liens de coopération entre la Tunisie et les principaux pays asiatiques.

La Tunisie dispose d'un réseau d'Ambassades implantées dans six pays de l'Asie, à savoir la Chine, l'Inde, le Japon, l'Indonésie, le Pakistan et l'Australie qui, ensemble, correspondent à 83.6 pourcents de la population asiatique et 86.4 pourcents de son PIB.

⁶ Epargne de la Chine en 2018 selon la Banque Mondiale : 6294 milliards de dollars en 2018 (46.3% du PIB) contre 21 800 milliards de dollars et 25.4% du PIB pour l'ensemble de la planète

De nombreux accords bilatéraux ont été signés pour améliorer l'environnement des affaires avec l'Asie avec notamment :

- ▮ Des conventions de non double imposition avec la Chine (avril 2002), l'Indonésie (mai 1992), la Corée du Sud (septembre 1988) et le Pakistan (avril 1976).
- ▮ Des accords de protection de l'investissement avec la Chine (avril 2006), l'Indonésie (mai 1992) la Corée du sud (mai 1971) et le Pakistan (avril 1996).

Des efforts ont été déployés pour donner à l'économie tunisienne de la visibilité dans ces différents pays et renforcer la coopération avec l'Asie. Cela s'est reflété notamment par :

- ▮ L'organisation périodique de « Road shows » au japon permettant l'émission avec succès de 13 emprunts sur le marché domestique japonais (marché samourai) et la levée de près de 375⁷ milliards de Yens (soit l'équivalent de 9.5 milliards de dinars au taux de change à fin 2019).
- ▮ La participation active aux différentes manifestations et forums organisés par les puissances asiatiques en vue de développer leurs relations avec l'Afrique. C'est le cas en particulier de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD) dont la huitième manifestation prévue en 2022 se tiendra à Tunis. C'est le cas aussi du forum sur la coopération sino-africaine et du forum Inde-Afrique.
- ▮ L'adhésion de la Tunisie à l'initiative chinoise de la nouvelle route de la soie (One Belt, One Road) et à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures créée en 2014 avec un capital de 50 milliards de dollars (AIIB) et la souscription à son capital⁸ ouvrant de nouvelles perspectives de coopération commerciale et financière avec le géant asiatique.
- ▮ L'organisation de nombreux séminaires et d'ateliers auxquels ont été conviés les décideurs des grandes entreprises asiatiques pour leur présenter l'environnement des affaires en Tunisie et les opportunités d'investissement sur des bases compétitives compte tenu notamment des accords préférentiels qui lient la Tunisie à l'Europe et à l'Afrique.

⁷ Source ministère des Finances de Tunisie

⁸ Adoption par l'ARP en février 2020 de la loi autorisant l'Etat à souscrire au capital pour 5 millions de dollars

Toutefois, malgré ces efforts, les relations économiques entre la Tunisie et l'Asie, demeurent fortement déséquilibrées comme le reflète les principales composantes de la balance des paiements de la Tunisie avec l'Asie, telles que publiées par la Banque Centrale de Tunisie.

Ainsi, **la balance commerciale** avec l'Asie accuse en 2008 un déficit au niveau des échanges de biens (FOB-FOB) de 1.5 milliard de dinars ce qui correspond à près de 30 pourcents du déficit global de la Tunisie sur ce plan et un taux de couverture des importations par les exportations de 55 pourcents. Dix ans après, le déficit avec l'Asie s'élève à 8.8 milliards de dinars, soit plus des deux-tiers du déficit global au niveau des échanges de biens et le taux de couverture des importations par les exportations se limite à moins de 18 pourcents.

Les échanges sur les services avec l'Asie sont aussi déficitaires, de 255 millions de dinars en 2008 et de 841 millions de dinars en 2018 contre des excédents sur le plan global (respectivement de 3256 MDT et 739 MDT) ; étant signalé que le tourisme asiatique en Tunisie demeure très limité avec des recettes en 2018 de 174 MDT correspondant à 4.2 pourcents des recettes touristiques totales de l'année.

Les opérations courantes avec l'Asie demeurent, enfin, largement déficitaires. Le niveau atteint en 2018, soit 9214 millions de dinars, représente 76 pourcents du déficit courant global de la Tunisie pour la même année. De la sorte et malgré l'excédent des transferts de revenus (290 MDT) et de la balance des capitaux (1676 MDT), le solde global de l'ensemble de la balance des paiements avec l'Asie est largement négatif, de près de 7.4 milliards de dinars en 2018.

Par ailleurs, en se référant au rapport de la FIPA relatif à l'investissement direct étranger de l'année 2018, les résultats enregistrés au niveau des investissements étrangers demeurent encore marginaux. Il y a, certes, l'implantation de grandes entreprises japonaises (Sumitomo et Yasaki), coréennes (Yuri.), chinoises (Haier.), le stock des IDE hors énergie en provenance des pays de l'Asie de l'Est et du Sud se limite, cependant, à 461 millions de dinars, ce qui correspond à 1.8 pourcent seulement du stock global des IDE à fin 2018.

IV. Pour une nouvelle approche de Coopération avec l'Asie

Le déséquilibre des relations économiques entre la Tunisie et l'Asie prend une ampleur, de plus en plus, difficile à assumer. Le déficit de l'ensemble des opérations courantes avec l'Asie en proportion du PIB de la Tunisie passe de 4.8 pourcents en 2010 à 8.8 pourcents en 2018.

Pourtant, tous les ingrédients et les leviers d'une stratégie pertinente avec l'Asie sont disponibles. Il faut, seulement, faire preuve d'une plus grande ambition dans le rythme de leur mise en œuvre tout en s'attachant à en assurer une plus grande cohérence.

Un taux de couverture des importations de biens et services par les exportations de biens et services passant de 19 pourcents en 2018 à 50 pourcents à l’horizon 2030 n’est pas une mission impossible. De même, des flux de capitaux sous forme d’IDE couvrant le quart du déficit de la balance des biens et services à l’horizon 2025 (contre moins de 1% en 2018⁹), n’est pas un objectif hors de portée. Encore faudra-il élaborer et mettre en œuvre des plans directeurs ambitieux avec l’appui des opérateurs économiques tunisiens visant à rééquilibrer les relations bilatérales sur des bases mutuellement profitables.

Dans le cadre de cette démarche, qui peut concerner dans un premier stade les pays où la Tunisie dispose d’une ambassade, il est important d’identifier les secteurs et domaines permettant à la Tunisie d’être utile et compétitive dans la chaîne des valeurs mondiales en s’inspirant de la démarche suivie par Singapour sous le leadership de l’ancien Premier ministre singapourien Kwan Yu tout au long de la période 1959-1990. Cela rejoint en fait les réflexions engagées par le Forum Ibn Khaldoun quant à la nécessité de faire de la Tunisie une plateforme régionale d’excellence dans un certain nombre de secteurs ou de produits tels que l’huile d’olives, les dattes, les phosphates, les composants automobiles, la santé, l’enseignement, la recherche scientifique, le tourisme et les nouvelles technologies. Ce qui requiert des programmes en matière de formation, de recherche scientifique et la mise en place de mécanismes de financement appropriés sous forme notamment de fonds d’investissement et de lignes de crédit à long terme.

Il est important aussi et surtout de mettre l’accent sur la valorisation de la position géographique de la Tunisie en tant que carrefour entre l’Europe, l’Afrique et le proche Orient en accélérant la mise en œuvre des recommandations formulées lors des débats du Forum Ibn Khaldoun consacrés aux débats consacrés aux enjeux et priorités de l’année 2020 ainsi que dans l’étude sur les « éléments d’une stratégie de développement pour la Tunisie ».

Parmi les mesures les plus significatives qui paraissent revêtir un caractère prioritaire compte tenu de la tendance de la situation de la balance des paiements avec l’Asie, l’on site, à titre de rappel :

(1)- Les mesures se rapportant au cadre légal et réglementaire régissant les relations avec les pays asiatiques en négociant des accords de coopération et de partenariat avec les grandes puissances économiques asiatiques, en particulier avec les pays qui ont comme dénominateur commun l’engagement en Afrique, en l’occurrence le Japon dans le cadre du

⁹ Source balance des paiements de la Tunisie en 2018 (Japon : 10.48 MDT ; Singapour : 6.46 MDT ; Inde : 2.01 MDT ; Chine : 1.97 MDT et Corée du Sud : 0.92 MDT soit un total de 21.84 MDT)

TICAD, la Chine dans le cadre de l'initiative « One Belt One Road » et l'Inde pour favoriser notamment les opérations de triangulation avec l'Europe, l'Afrique et le Proche Orient.

(2)- Les mesures se rapportant au renforcement de l'infrastructure des transports et des communication pour faciliter les liaisons internationales avec notamment l'accélération de la réalisation d'un port en eau profonde, de la route saharienne via l'Algérie, de la liaison électrique, par câble sous marin, avec l'Europe via l'Italie, du renforcement de la liaison internet haut débit avec le monde et notamment avec l'Afrique subsaharienne ainsi qu'à l'entrée en vigueur de l'accord d'Open Sky.

(3)- L'engagement de vastes campagnes d'attraction des investissements directs étrangers en provenance des pays asiatiques en s'appuyant sur le savoir faire des bureaux spécialisés internationaux d'envergure pour adapter l'offre de la Tunisie, notamment en matière de disponibilités d'espaces aménagés suivant les standards internationaux et de ressources humaines qualifiées ou susceptibles d'acquérir rapidement les qualifications requises ainsi que pour développer les argumentaires et les business plans qui favoriseraient l'insertion de la Tunisie dans la « short list » des grandes entreprises asiatiques.

Il est à signaler qu'en se référant aux statistiques publiées par la Banque Mondiale, plus de la moitié des sorties nettes des investissements directs étrangers en 2018 sont en provenance des pays de l'Asie de l'Est.¹⁰

Conclusion

L'Ascension économique de l'Asie, sous l'impulsion principalement de l'Asie de l'Est, est l'événement majeur de la fin du siècle dernier.

Cette montée en puissance est le résultat, d'abord, d'une forte volonté politique se traduisant par la création d'un environnement légal, réglementaire et institutionnel favorable à l'accumulation du capital et à l'investissement domestique et étranger et à la mise en œuvre de modèles de croissance et de développement orienté sur l'exportation, pour exploiter les formidables opportunités qu'offre la libéralisation du commerce extérieur mondial.

Elle est, aussi et surtout, le résultat, de cultures spécifiques à l'Asie, portant l'empreinte des valeurs du confucianisme en matière « de respect de l'autorité, d'ardeur au travail,

¹⁰ En tête des pays investisseurs le Japon (159 milliards de dollars soit près de 19 % de l'ensemble des sorties), la Chine (96 milliards de dollars et 11% du total des IDE), Hong Kong (56 milliards de dollars et 6.5% des IDE) et la Corée du Sud (38.5 milliards de dollars et 4.5% des IDE).

l'épargne, d'attachement à la famille, de primauté de la société sur l'individu, d'importance accordée à l'éducation, de rejet de l'égalitarisme au profit de la méritocratie, ainsi que de primauté des droits réels (subsistance, travail, logement, santé, éducation) sur les droits formels (vote, expression, opinion) et d'effacement des droits au profit des obligations »¹¹.

La Tunisie n'a pas su ou pu jusqu'ici tirer profit suffisamment de cette forte dynamique asiatique. C'est plutôt l'Asie qui, globalement, est parvenue à renforcer sensiblement la part de ses produits sur le marché tunisien.

Il est temps de repenser la place de l'Asie dans la stratégie de développement de la Tunisie, dans une double direction :

- ▮ En tant que source d'inspiration du modèle de développement tunisien en s'attachant à renforcer le rôle de l'Etat en matière d'impulsion et de soutien du secteur productif à travers notamment l'élaboration de stratégies sectorielles pour donner la visibilité aux activités et aux secteurs susceptibles de s'insérer de façon utile et compétitive dans la chaîne des valeurs mondiale.
- ▮ En tant que marché de biens, de services et de capitaux en forte expansion en s'engageant dans une démarche volontariste dans le cadre de plans directeurs à long terme pour renforcer la pénétration des produits tunisiens sur le marché asiatique et amplifier les entrées de capitaux en Tunisie en particulier sous forme d'investissements directs étrangers dans les activités répondant aux priorités du pays.

La Tunisie, malgré les nombreux problèmes auxquels elle se trouve confrontée durant cette période transitoire, continue à avoir de nombreux atouts. Encore faut-il savoir les exploiter aussi rapidement que possible sur des bases viables et durables de manière à renforcer encore davantage sa dynamique de développement.

Forum Ibn Khaldoun le 25 février 2020

Mots clés : modèle de développement de l'Asie ; place de l'Asie dans la stratégie de développement de la Tunisie ; débats du Forum Ibn Khaldoun ;

[Document complémentaire à télécharger : Réflexions de Salah Hannachi sur le modèle de développement de l'Asie et sa mise en levier pour l'Afrique](#)

¹¹ Source : le nouvel âge de Confucius de Flora Blanchon, Rang-Ri et Park Barjot